



Paris, le 3 septembre 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

Plan de relance : Un premier pas pour tendre vers la souveraineté alimentaire

Le plan de relance communiqué aujourd'hui par le Gouvernement intègre le secteur agricole. C'est une première satisfaction pour la FNSEA qui l'avait fortement porté lors de sa première rencontre avec le Premier Ministre.

La deuxième satisfaction concerne les moyens fléchés vers les exploitations agricoles, leur amont et leur aval. Un milliard d'euros sont dédiés à l'agriculture et il faut y ajouter les mesures transversales du plan de relance qui vont impacter très directement le secteur : relocalisation des industries agro-alimentaires dans les territoires, investissements dans les technologies d'avenir, investissements dans les énergies décarbonées, plan de soutien à l'export, lutte contre l'artificialisation des sols... Difficile de donner un chiffre définitif et global, mais les attentes affichées figurent bien dans le plan, à une hauteur autorisant l'ambition.

Ce résultat est le fruit d'un travail de longue haleine. Il y a plus d'un an déjà, la FNSEA a conduit une action d'identification des secteurs d'avenir, dans le cadre du Pacte productif 2025 lancé par le gouvernement en juin 2019. Ils se retrouvent aujourd'hui pour la plupart dans le Plan de relance : les investissements pour l'agriculture de précision, les protéines, les énergies vertes, le numérique...

La crise Covid19 a été un accélérateur de cette prise de conscience en mettant en lumière l'enjeu de la souveraineté alimentaire. Le manifeste publié par la FNSEA après le confinement a quant à lui permis de proposer des pistes d'actions concrètes.

Les mesures du plan de relance constituent donc, non pas un aboutissement, mais une étape pour tendre vers l'objectif de souveraineté. Il s'agit de flécher les investissements pour moderniser les outils de production, pour accompagner les agriculteurs dans la transition agro-écologique, pour les accompagner dans l'adaptation et l'atténuation dans la lutte contre le changement climatique, pour relocaliser la production, pour créer des emplois dans les territoires et créer de nouvelles opportunités économiques.

Mais nous serons extrêmement vigilants à la traduction du Plan de relance dans les faits et à son accompagnement par des politiques fiscales, sociales et européennes qui oriente l'agriculture vers la triple performance environnementale, sociale et économique. Une agriculture compétitive au sens large du terme, car sans compétitivité, il n'y aura pas de souveraineté. Pour cela, nous rappelons que doivent faire partie des priorités : l'agriculture de précision et les outils du numérique, le développement des énergies renouvelables issues de la biomasse, la recherche et l'innovation dont le développement de produits de biocontrôles et autres alternatives nécessaires à la transition agroécologique de la Ferme France.

La voie de la souveraineté est maintenant tracée, mais, il faut que l'intendance suive. La FNSEA y prendra, comme à l'accoutumée, sa part pour faire de l'agriculture un accélérateur de croissance.

Contact presse :

Christine Claudon – 07 60 47 44 52 – christine.claudon@reseaufnsea.fr

